



# La Commune



## L'état espagnol ébranlé

Etat espagnol

La boîte de Pandore s'est ouverte à nouveau en Espagne à partir de l'annonce du président de l'exécutif régional, Ibarretxe, de convoquer pour le 25 octobre 2008 un pré-référendum sur le droit du peuple basque à disposer de lui-même. Le chef du gouvernement Zapatero, talonné dans les sondages par le Parti Populaire à cinq mois des élections générales, a invoqué l'inconstitutionnalité de ce projet. Par ailleurs des manifestants ont brûlé des photographies du roi lors de sa visite en Catalogne.

Diverses déclarations ont ponctué la situation de crise politique latente de l'État espagnol. C'est ainsi que pour Puigcerros, secrétaire général d'Ezquerria Republicana de Catalogne, " *la Catalogne n'a plus rien à faire en Espagne* ", " *le modèle autonome est épuisé* ", " *l'Espagne est un joug qui empêche les Catalans d'atteindre un niveau de vie juste pour une société avancée* " et " *constitue un lest pour la Catalogne* ". Même les nationalistes modérés de " *Convergencia i Unió* " comme Más, leur secrétaire général, ne voient pas comme quelque chose d'impossible une Catalogne indépendante, ce qui est pourtant hors du programme de son parti. Pour comble, le président de la Generalitat (gouvernement catalan), Montilla, du PSC-PSOE, se met de la partie et prévient le gouvernement de Madrid sur les risques d'entraver l'entrée en vigueur du nouveau statut d'autonomie de Catalogne qui avait suscité l'an dernier tant de polémiques, notamment après les prises de position hostiles de la part de l'État-Major de l'armée. D'autre part, la conseillère de la Santé du PSC-PSOE s'est prononcée sur les incidents de Gérone de cet été - des photos du roi ont été brûlées lors de sa visite en Catalogne - en plaidant sur la légitimité des désaccords avec la monarchie ... Finalement, les quatre mairies des capitales catalanes ont refusé de hisser le drapeau de la monarchie le jour de la " *Diada* ", la fête nationale de la Catalogne et la mairie de Molins de Rei (Barcelone) a approuvé, avec l'abstention du PSC-PSOE, une motion de solidarité avec les neuf inculpés pour avoir brûlé les photos royales.

### Radicalisation aussi au Pays basque

Sur fond de bataille au sein du Parti Nationaliste Basque (PNV) entre deux tendances, l'une souverainiste, l'autre conciliatrice avec le gouvernement central, ce parti se radicalise et le président du gouvernement basque, Ibarretxe, demande la tenue d'un pré-référendum sur l'autodétermination du peuple basque pour le 25 octobre 2008, ce qu'il revendique depuis l'an 2000 déjà. Le Gouvernement de Zapatero a rejeté cette proposition arguant de son inconstitutionnalité et en appelant au consensus comme à son habitude. Ce que le PNV ne met nullement en cause puisque la portée réelle de la proposition d'Ibarretxe est conditionnée par son annonce de négociations préalables avec Zapatero pouvant aboutir, en cas d'échec, à la tenue d'un référendum sans aucune force juridique tant que la Constitution monarchique restera en vigueur, s'érigeant comme l'obstacle majeur contre le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, ce que son article 8 consacre sans appel puisqu'il affirme l'indivisibilité de l'État espagnol.

### élections sous le signe des forces centrifuges

En toile de fond de toute cette agitation au niveau des états-majors politiques, se trouvent les élections générales de mars prochain et un nouveau marchandage de la part des nationalistes catalans et basques afin d'arracher un système de financement plus favorable à la bourgeoisie nationaliste.

Voilà pourquoi le gouvernement Zapatero, fidèle rempart de la Constitution monarchique héritée de Franco avec le soutien d'Izquierda Unida, s'engage dans la répression contre ses anciens interlocuteurs nationalistes, approuvé en cela par le Parti Populaire. Perdant des points dans les sondages par rapport au parti d'Aznar, Zapatero rivalise avec celui-ci dans la défense du drapeau rouge et jaune, symbole exécré par les masses, de l'obscurantisme et du massacre des travailleurs, seuls défenseurs conséquents de la République. Une nouvelle étape dans la crise de la monarchie héritée du franquisme semble s'ouvrir. Les manoeuvres des dirigeants du PSOE et de leurs auxiliaires de IU ne font que démontrer leur incapacité à résoudre l'éternel écueil que représentent pour la survie de la monarchie les forces centrifuges des nationalismes basque et catalan. Cette question récurrente est revenue en force, sa résolution signifiera la dislocation de l'État monarchique espagnol, prison des peuples que seule la classe ouvrière est à même, par la lutte de classes, de délivrer.

Modifié le dimanche 21 octobre 2007

## Voir aussi dans la catégorie État Espagnol



« L'irruption d'un mouvement de masse mené par la classe ouvrière est nécessaire

L'Espagne, tout comme la France, subit de plein fouet crise économique et épidémique. Quelle est la situation du pays, du point de vue économique, politique social, quatre ans après la... »



Où vont les Anticapitalistes de Podemos ?

Les anticapitalistes en Espagne sont, comme en France le NPA, issus de la crise du Secrétariat unifié 1 . Ce n'est qu'en 2014, après d'autres crises internes qu'ils ont intégré Podemos à... »



Pactes, corruption et lutte des classes

Les forces centrifuges ne cessent d'agiter l'État espagnol. Pour y faire face, les tribunaux de la monarchie tournent à plein régime, comme en Catalogne, où les affaires font la une des médias :... »



Institutions en crise et nationalités



Tout comme 2015, l'année 2016 s'achève dans la crise des institutions issues du franquisme. Les problèmes non résolus débouchent sur des Cortes croupions très polarisées, révélant... »



À l'épreuve du pacte P.P - P.S.O.E

À peine investi, grâce à l'appui du Partido socialista obrero español (PSOE), le gouvernement minoritaire du Partido Popular (PP) se dispose à faire les réformes exigées par l'Union... »



Crise de la Monarchie espagnole : La brèche

La crise politique de l'État espagnol monte d'un cran avec l'investiture du président sortant, Mariano Rajoy, grâce à l'abstention de soixante-huit députés du Parti socialiste ouvrier espagnol... »